



30 NOVEMBRE : LE MEPRIS

Les Fédérations avaient demandé un rendez-vous à la Première Ministre Elisabeth Borne le 30 novembre pour défendre les revendications des agents de Sécurité Sociale sur les salaires :

-> La compensation de la perte du pouvoir d'achat par une augmentation significative de la valeur du point au 1er janvier 2023 qui, a minima, tiennent compte du niveau d'inflation ;

-> L'attribution d'enveloppes budgétaires spécifiques permettant entre autres, la revalorisation des coefficients, la reconnaissance des compétences et le déroulement de carrière, communiquées en amont de l'ouverture des négociations portant sur les trois classifications des emplois et des rémunérations, Employés et Cadres, Praticiens Conseils et Agents de Direction.

-> Le relèvement de la part employeur à 60 % dans le financement de la complémentaire santé, avec un budget complémentaire de 34 millions d'Euros soit 0,6 % de la masse salariale.

A cette occasion, un rassemblement a été organisé, et finalement autorisé, à environ 400 mètres de Matignon. Une centaine de militants étaient présents, attendant l'obtention de l'entrevue avec la Première Ministre dont la demande avait été réitérée par un courrier du 23 novembre demeuré sans réponse.

La Première Ministre a refusé de recevoir les Fédérations, ou même de les faire recevoir par un membre de son cabinet. Au motif des dispositions de sécurité prise dans le contexte international, il n'a même pas été accepté qu'une délégation des Fédérations puisse se présenter devant l'hôtel Matignon.

Cette situation illustre une nouvelle fois le parfait mépris dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis des agents de Sécurité Sociale et de leurs revendications pourtant urgentes et vitales. En refusant de recevoir les Fédérations, non seulement Mme Elisabeth Borne réaffirme des orientations aux conséquences dramatiques pour les agents mais elle n'en assume même pas la responsabilité.

Nous n'acceptons pas !

Dans ce contexte, il est plus que jamais important de préparer les conditions d'une grève massive le **19 décembre prochain**, jour de la première RPN Salaires 2024, avec rassemblement devant l'Ucanss. Les Fédérations incitent pour cela, partout où c'est possible à l'organisation de tournées de service et à des tenues d'AG dans les organismes.